

Voilà ce que dit un ancien libéral et un ancien officier. Je partage sa manière de voir et je dis aussi que ce serait un malheur pour le Canada si ce changement se réalisait. Je ne voudrais pas voir le jour où le Union Jack ne flotterait plus sur le Canada. Il nous restera le drapeau canadien, mais nous n'aurons plus le soldat anglais. J'ai déjà dit et je répète qu'on ne trouverait nulle part ailleurs de meilleurs éléments pour former une armée, qu'au Canada ; mais je crois aussi que les Canadiens ont des idées trop larges pour se croire humiliés en laissant la défense de ces places à l'Angleterre et en contribuant aux dépenses. Je crois plutôt qu'ils se réjouiraient de cet arrangement. Il n'y a pas de doute qu'avec le temps et nos institutions spéciales, nos connaissances militaires augmentent, mais à l'heure qu'il est, nous n'avons ni l'expérience, ni les connaissances, ni les éléments nécessaires et nous ne sommes pas en état de faire les dépenses que ferait le gouvernement impérial pour la défense de ces deux ports.

En terminant, permettez-moi de dire que cette démarche est un nouveau coup porté à la défense de l'empire par les forces réunies du Canada et de l'Angleterre. J'admets que notre participation aux guerres de l'Angleterre à l'extérieur, doit être volontaire, mais nous devons savoir aussi que même si nous mettions toute notre population sous les armes, nous serions tout à fait impuissants, si nous ne pouvions pas compter sur l'armée et sur la marine anglaises. Nous portons avec orgueil l'uniforme anglais, nous demandons conseil au War Office d'Angleterre, nous lui demandons les meilleurs de ses officiers comme instructeurs et nous devrions être en union intime avec la mère patrie pour la défense de l'empire. Plusieurs d'entre nous seraient surpris de connaître le nom de l'officier qui m'écrit ainsi et je dis avec lui que ce sera un jour malheureux pour le Canada que celui où le Union Jack et l'uniforme du dernier soldat anglais auront disparu.

M. SPROULE : N'étant pas militaire, je serai bref. Je ne puis traiter cette question qu'au point de vue d'un profane, qui pense comme tout le monde. Pour celui qui siège dans cette Chambre depuis un certain nombre d'années, il est intéressant de se rappeler les critiques des libéraux contre les dépenses des conservateurs pour la milice, et de comparer ces critiques à ce qu'ils font aujourd'hui. Je me rappelle fort bien le temps où les libéraux s'élevaient avec force contre une dépense de \$2,250,000 consacrée à notre milice ; ils répétaient sans cesse que les Canadiens étaient un peuple pacifique et agricole et que les villes voulaient entraîner le pays dans des dépenses militaires extravagantes. Ils déclaraient que le militarisme était l'ennemi du progrès industriel. Mais depuis l'avènement d'un gouvernement libéral les dépenses pour la milice sont augmentées de \$2,413,000 à environ \$6,000,000.

En moins de dix ans l'augmentation a été

de 300 p. 100 et cependant les prédécesseurs qui appuient le Gouvernement du jour blâmaient une dépense de deux millions et quart, pendant que les ministériels d'aujourd'hui votent sans rien dire un budget militaire de \$6,000,000 et trouvent que c'est bien.

Je ne veux pas dire que je condamne absolument le plan de défense imaginé par le ministre de la Milice ni les dépenses qu'il comporte, car à mesure que le temps marche, il est naturel que les dépenses de la milice augmentent. Je parle complètement des critiques injustes que les libéraux adressaient au parti conservateur qui ne dépensait qu'un tiers des crédits actuels.

Je n'approuve pas tout à fait l'idée d'introduire l'esprit militariste dans nos écoles et nos collèges. Notre jeunesse est déjà assez portée à désertier les campagnes pour les villes, sans qu'on y ajoute ce qui sera indubitablement une attraction nouvelle. Nous ne devons pas oublier non plus que c'est dans nos campagnes que nous devons aller chercher nos meilleurs soldats à l'heure du danger, et cependant, la classe agricole verra très peu de cet argent, car s'est à peine si 10 ou 15 p. 100 de la jeunesse de nos campagnes fréquentent les écoles supérieures et les collèges—je pourrais même dire 8 p. 100. Je vois sourire l'honorable ministre de la Milice.

Sir FREDERICK BORDEN : Je riais de tout autre chose, mais je puis faire observer à mon honorable ami que l'intention n'est pas d'appliquer le système uniquement aux collèges, mais à toutes les écoles, autant que possible.

M. SPROULE : Cela ferait disparaître une partie de mon objection, mais il resterait encore que ce serait une nouvelle attraction pour altérer la jeunesse des campagnes dans les villes. Dans tous les pays civilisés, on cherche le moyen de retenir la population dans les campagnes et ce projet aurait un résultat tout opposé.

J'approuve tout ce que vient de dire l'honorable député de Norfolk (M. Tisdale) au sujet des ports d'Halifax et d'Esquimalt. Je considère que c'est un projet très imprudent. Ces forteresses ne servent pas uniquement à la protection du Canada, à l'est et à l'ouest ; elles sont les sentinelles avancées de l'empire ; elles protègent le commerce anglais sur les mers. Ces forteresses sur l'Atlantique et sur le Pacifique, continuellement reliées avec la marine et l'armée, inspirent plus de respect à ceux qui songeraient à nous attaquer que tout autre plan que le Canada pourrait imaginer pour prendre seul la charge de ces deux places.

L'honorable député de Norfolk a raison de dire que le perfectionnement continu des armements entraîne des dépenses énormes et qu'il vaudrait mieux confier ce soin à l'armée impériale. Si nous voulons tenir ces forteresses à la hauteur de toutes les améliorations et de tous les perfectionnements